

Les Échos de l'Eco

echosdeleco.com

DÉCEMBRE 2021-N°010 / GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU



L'ANPI-GABON POUMON ÉCONOMIQUE DU PAYS

Installée au cœur du quartier d'affaires de Libreville, l'ANPI-Gabon fut inaugurée le 15 janvier 2018. Cet établissement public à caractère administratif...

P.
4-5

Sikka
GABON MEET & ASSIST

VIVEZ LE FIRST CLASS FEELING
AVEC SIKKA ET VOYAGEZ AUTREMENT



+241 76 38 00 00 / +241 76 38 00 01
contact@sikka-meet-assist.com / www.sikka-meet-assist.com

Interview

Ghislain Moandza

Directeur général de l'ANPI

Essentiel



Éric Louveau,
Directeur général Air France pour l'Afrique centrale

AIR FRANCE PRÊTE POUR LA REPRISE

La crise sanitaire liée à la covid-19 a généré une crise sans précédent pour l'industrie aérienne, tant en termes de magnitude que de durée, consécutivement à la fermeture des frontières et aux restrictions de voyages mises en place depuis mars 2020.

P. 6



LUXURY GREEN RESORTS : À LA DÉCOUVERTE DU GABON PROFOND

À la veille des fêtes de fin d'année, Les Échos de l'Éco vous informent de l'ouverture de lodges dans lesquels...

P.7



Jules Farlane Pieby
Directeur central opérationnel Sunu Assurances Vie Gabon

Au Gabon, le marché de l'assurance pèse environ 100 mds de chiffre d'affaires répartis en deux...

P.10

VOTRE DÉPANNEUR À VOTRE DISPOSITION

+241 77 37 45 37



Tél : 011 72 19 25

Email : assinco@assinco-sa.com ; commercial@assinco-sa.com

Assinco
LE RISQUE MAÎTRISÉ, L'AVENIR ASSURÉ



**VOL APRÈS VOL,
NOUS ROUVRONS
LE CIEL.**

5 vols par semaine vers Paris,
dès le 24 janvier.

AIRFRANCE 

Édito

FAIRE DE L'ESPOIR UNE RÉALITÉ

Permettez-moi de ne pas m'appesantir sur les aléas de nos vies bousculées par ce maudit phénomène pandémique. L'année 2021 s'achève, et en février, nous fêterons déjà le premier anniversaire du journal les Échos de l'Éco. La progression constante de l'intérêt que vous lui manifestez chaque mois est le plus beau cadeau que nous recevons. Les efforts consentis pour créer et faire vivre ce support d'information sont récompensés. Il est pourtant né en pleine crise covid, avec peu de moyens, mais avec une volonté de faire de l'espoir une réalité.

Sans flagornerie, je peux dire que nous devons aussi le succès de ce journal à votre attention, à la confiance que vous nous témoignez, aux informations que vous nous confiez, à la qualité des visuels que vous nous envoyez... Alors merci d'être à nos côtés, merci pour votre fidélité. Que vous soyez ministre, diplomate, directeur général ou président-directeur général, les anciens de Sciences Po, les auteurs de la Tribune, et tous les acteurs du monde économique, permettez-moi, en cette période propice à la reconnaissance, de vous remercier au nom de notre équipe. Annonceur, lecteur, interviewé, vous êtes acteur de la vie de ce mensuel que l'on retrouve partout, sur la toile, sur les réseaux ou déposé en format papier en tout lieu.

Dans cette édition de fin d'année, Monsieur Ghislain Moandza Mboma, directeur général de l'Agence nationale pour les investissements, institution représentant le poumon économique gabonais, s'est livré sans filtre et a répondu à nos questions. Cette simplicité d'approche et l'utilisation d'un français facile sont des choix auxquels nous attachons une importance primordiale, ils répondent à un langage universel qui parle à chacun d'entre nous. L'objectif des Échos de l'Éco est d'intéresser tous les lecteurs à l'économie de notre pays en employant des termes simples qui, pour autant, ne manquent pas de profondeur.

Chaque fin d'année sonne l'heure des bilans. Le nôtre est positif. A présent ce sont 10 000 exemplaires distribués, une équipe de six personnes aux commandes : infographiste, relectrice/correctrice, secrétaire de direction, community manager, livreur et moi à la rédaction formons une famille qui prend un plaisir démesuré à collaborer, à respecter une ligne éditoriale neutre et, simplement, à donner le meilleur de nous-mêmes. J'en profite pour les remercier sincèrement d'accepter sans condition de me suivre dans mes projets.

Nous nous affichons à présent dans d'autres registres tels que la création graphique et la rédaction de journaux internes aux entreprises, la constitution et la composition de rapports annuel, etc. Nous sommes à votre écoute.

L'équipe des Échos de l'Éco vous souhaite de très belles et joyeuses fêtes de fin d'année. Prenez soin de vous !

Anne-Marie Jobin

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin
echosdeleco@gmail.com
(+241) 062 18 77 18

RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Lylia Lunckwey

INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Donald Ella - Studio Pixel

RELECTURE & CORRECTION

Michaela Rubi

INFORMATIONS LÉGALES

Sté Échos de l'Éco
RCCM N° 2018 A 46162 – Déclaration de constitution
d'un organe de presse accordée le 05 février 2021
Ministère de la Communication
N°: AT_MC00001/2021

PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com



Sommaire



APRÈS L'OR NOIR, L'OR VERT ET L'OR BLEU DÉMONTRENT LEUR POTENTIEL ÉCONOMIQUE

Alors que le pavillon Gabon se distingue actuellement à l'exposition universelle de Dubaï, en interne, l'Agatour - Agence gabonaise du tourisme - travaille sur son plan de développement à échéance 2025.

P.8

LA ZONE ÉCONOMIQUE D'IKOLO S'INSCRIT DANS LA CONTINUITÉ DU SUCCÈS DE LA GSEZ DE NOKO

Sacrée meilleure zone industrielle du monde par le classement FDI du Financial Times, la GSEZ de Nkoko se positionne comme premier exportateur africain de feuilles de placage.



P.9



POZI : LE TRACKING, UN MARCHÉ EN PLEINE EXPANSION

L'aventure Pozi a réellement commencé en 2019 quand, après plusieurs années de collaboration sur des projets digitaux ponctuels, Thomas

P.12

LE RÔLE DES GRANDES ENTREPRISES DANS LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE GABONAISE

À l'heure où nous parlons de diversification de l'économie gabonaise, condition sine qua non au développement durable de notre pays, il paraît indispensable d'y associer la construction d'un secteur privé formel solide.



P.14



AGENCES N°1

Vous propose des appartements, des villas, des biens prestigieux, des terrains et des locaux commerciaux

P.14

INTERVIEW DE MONSIEUR GHISLAIN MOANDZA, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGENCE NATIONALE DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

L'ANPI-GABON, POU MON ÉCONOMIQUE DU PAYS

Installée au cœur du quartier d'affaires de Libreville, l'ANPI-Gabon fut inaugurée le 15 janvier 2018. Cet établissement public à caractère administratif est rattaché à la présidence de la République du Gabon et placé sous la tutelle technique du ministère de la Promotion des investissements, des Partenariats public-privé, chargé de l'amélioration de l'environnement des affaires. L'ANPI-Gabon impulse et assure le suivi des réformes visant à améliorer le cadre des affaires au Gabon. Ses principales missions consistent notamment à promouvoir et à développer un cadre des affaires propice à l'amélioration de l'attractivité économique du Gabon, à prendre en charge des investisseurs nationaux et internationaux, à simplifier les formalités administratives et faciliter les procédures nécessaires à la formalisation des entreprises et l'obtention d'agrément et d'autorisations, ainsi qu'à promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. Autant de missions régaliennes que porte l'ANPI-Gabon, dirigée par Monsieur Ghislain Moandza. Un an après son arrivée aux commandes de cette institution, il nous fait part de son bilan et nous informe de ses perspectives.

Par Anne-Marie Jobin

PORTRAIT ET PARCOURS

Nommé à l'issue du Conseil des ministres du 20 novembre 2020, M. Ghislain Moandza Mboma est le directeur général de l'ANPI-Gabon.

Diplômé de l'Institut national des sciences de gestion de Libreville et doctorant à l'Executive Doctorate in Business Administration (EDBA) de l'Académie des sciences de management de Paris (ASMP), Ghislain Moandza Mboma a fait ses classes au sein du groupe BGFIBank où il a été directeur Western Union BGFIBank de 2001 à 2010.

En 2004, à Dubaï, lui est décerné l'Oscar de la meilleure qualité de service en Afrique subsaharienne et en 2007, à Istanbul, il remporte l'Oscar du meilleur manager Western Union Afrique subsaharienne.

En 2010, il est nommé par ses pairs au poste de directeur général de Loxia Emf, filiale du groupe BGFIBank chargée de la microfinance

En 2012, Ghislain Moandza Mboma occupe le poste de directeur régional chargé des pays francophones pour le groupe turc Yildirim Holding (mines, énergie, ports, construction navale). Son rôle consiste à conseiller le groupe dans sa stratégie de développement en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest, à rechercher des partenaires et construire des relations entre les autorités publiques et le secteur privé pour le Groupe.

Fort de cette riche expérience, en 2015, il est appelé par Country Manager pour IELS Gabon, filiale d'IELS Global (société de services aux sociétés pétrolières basée au Nigeria). Cette noble mission est de courte durée, car en 2016, il accepte avec honneur d'être le directeur de la Promotion des investissements à l'ANPI-Gabon où il contribue à l'opérationnalisation de l'Agence.

M. Moandza Mboma est marié et père de 3 enfants. Il est également membre du bureau de la Chambre de commerce du Gabon. Sur le plan caritatif, il est très actif dans le soutien aux causes des enfants orphelins.

Le directeur général partage la vision de développement économique du Gabon prônée par Son Excellence Ali Bongo Ondimba, président de la République, chef de l'État : « Diversification économique et transformation locale de nos ressources de base », défis auxquels il s'attelle.



●●● Ghislain Moandza, directeur général de l'ANPI

Échos de l'Éco : Monsieur le Directeur général, je ne doute pas de l'intérêt que portent nos lecteurs aux différentes missions de l'ANPI-Gabon, merci de nous apporter quelques précisions.

C'est avec plaisir que j'apporterai davantage de caractérisation aux missions qui sont assignées à l'ANPI-Gabon. Conformément à son décret de création, les cinq principales missions de l'Agence sont la promotion des investissements et des exportations ; la création et le développement des entreprises ; l'accompagnement des promoteurs ; le suivi des réformes sur le cadre des affaires ; et la promotion des partenariats public-privé. Il convient aussi de rappeler que l'ANPI-Gabon assure également le secrétariat permanent du haut conseil pour l'investissement (HCI). Le HCI est une

instance qui a pour vocation d'animer et de dynamiser le dialogue entre le secteur privé et le secteur public afin d'identifier, ensemble, les réformes nécessaires à l'amélioration du cadre des affaires et des investissements. En ma qualité de directeur général de l'ANPI-Gabon, j'assume également les fonctions de secrétaire permanent du HCI.

La prise de décision d'investir dans un pays passe par l'appréciation de son climat des affaires. Pouvez-vous expliquer comment le HCI contribue à l'amélioration du climat des affaires ?

Cette année, dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation (PAT) sous la supervision du ministère de la Promotion des investissements, le HCI a formulé un projet de loi fixant le cadre général de l'investissement en

République du Gabon, communément appelé « Code des investissements », qui a été remis à Madame la ministre Carmen Ndaot en octobre dernier. Il s'agit d'une contribution significative pour le climat des affaires au Gabon, car cet outil permet de rassurer les investisseurs et d'assurer la croissance de l'investissement sur l'ensemble du territoire, dans une perspective de développement équilibré du pays. Le nouveau cadre juridique proposé prévoit des régimes juridiques dédiés respectivement à l'investissement et au réinvestissement. Il favorise le principe de liberté d'investissement et réserve plusieurs garanties en faveur de l'investisseur.

D'autres travaux sont actuellement animés au sein des cellules spécialisées du HCI, notamment pour l'amélioration de la compétitivité des filières bois, tourisme, agriculture, éducation, etc.

Monsieur le Directeur général, nous avons lu récemment dans la presse que vous avez procédé à la signature d'un protocole d'accord avec la Confédération des chambres de commerce d'Arabie saoudite. Quels sont les enjeux de tels accords ? En avez-vous signé d'autres ?

Lors du forum The Future Investment Initiative qui s'est tenu en Arabie saoudite en octobre dernier, Son Excellence le chef de l'État Ali Bongo Ondimba a invité le secteur privé saoudien à investir en terre gabonaise. Cette invitation a été formalisée par la signature d'un protocole d'accord signé conjointement que l'ANPI-Gabon s'applique à mettre en œuvre. Cet accord constitue une passerelle entre les intérêts respectifs des acteurs privés saoudiens et gabonais et devrait mener au développement d'activités bilatérales prometteuses. Cet accord est matérialisé par l'arrivée d'une première délégation d'hommes d'affaires saoudiens attendue au premier trimestre 2022 dans l'objectif d'explorer les opportunités d'affaires dans les secteurs du BTP, des mines, de l'agriculture et de l'énergie.

L'ANPI-Gabon a également signé des protocoles d'accords de même nature avec DEIK, c'est-à-dire le Conseil turc des relations économiques extérieures, et avec le Roscongress en Russie, avec pour objectif la mise en place d'une plateforme de rapprochement des associations d'employeurs russes et de la CPG ainsi que la mise en place du conseil d'affaires Russie-Gabon. Notons que la première délégation d'hommes d'affaires russes arrivera à Libreville dans les tout prochains jours.

Il est important de préciser que ces différents accords ont déjà commencé à porter leurs fruits dans le secteur de l'énergie, avec l'installation des sociétés Al Sharif (Arabie saoudite), AKSA et Desiba (Turquie). Ces projets portés par ces investisseurs en collaboration avec la SEEG contribueront à l'augmentation et à l'amélioration de la production d'électricité au Gabon.

Accompagnement des investisseurs sous-entend accompagnement dans le processus de création des entreprises. Le processus de formalisation au Gabon a-t-il évolué ? Quels chiffres significatifs êtes-vous en mesure de partager ?

Avant de vous indiquer différents chiffres significatifs, je souhaite vous faire part des évolutions importantes effectuées en matière de formation des entreprises. Depuis mars 2020, nous sommes impactés par la covid-19. Cette pandémie a généré notamment deux conséquences majeures à l'égard de l'économie. En premier lieu, elle a complètement déstructuré la logistique sur le plan international, avec, jusqu'à ce jour, des répercussions sur les prix du fret. Le Gabon étant un pays net importateur, les conséquences sont énormes sur notre balance commerciale et notre logistique. En second lieu, la distanciation qu'elle impose dans les contacts entre individus entraîne également des conséquences importantes. Ainsi, dans sa mission de formalisation des entreprises, l'ANPI-Gabon a été dans l'obligation d'accélérer le processus en trouvant une solution alternative aux déplacements et aux rencontres physiques.

C'est ainsi que nous avons lancé le guichet numérique de l'investissement (GNI). Grâce à la digitalisation des procédures de création des entreprises, les opérateurs économiques n'ont pas subi de contrecoup et de retard dans leurs prévisions du fait des blocages en matière de création de leur société. Le Gabon est le premier pays de la sous-région à dématérialiser l'ensemble du processus de la création d'entreprise. Cette innovation importante permet à présent à l'ANPI-Gabon de procéder en ligne à la création juridique des sociétés, et ce de bout en bout, c'est-à-dire du règlement par l'usager des frais afférents jusqu'à l'obtention de la fiche circuit. Ce système devenu courant nous a également permis d'obtenir des informations utiles à notre économie. Ces données, dont la première est reconfortante, nous informent de l'augmentation des inscriptions de sociétés gérées par des Gabonais. Ainsi, entre juin 2020 et aujourd'hui, les statistiques intégrées au processus nous indiquent que plus de 50 % des entreprises créées appartiennent aux Gabonais et que 60 % d'entre elles sont portées par des jeunes. Notre analyse est la suivante : face au chômage, les jeunes se lancent vers l'auto-emploi et se prennent en charge.

Quelle est l'orientation de l'ANPI-Gabon pour soutenir l'investissement national ?

Nous importons chaque année pour 100 millions de dollars de poulet de chair, 60 millions dollars de viande bovine et 40 millions de dollars de viande porcine, 20 millions de dollars de produits maraîchers.

Il est vrai que si l'on ne tient pas compte des chiffres générés par l'exportation du pétrole, nous sommes déficitaires. Nous sommes bien conscients que combler cette différence ne se fera pas du jour au lendemain. Devant ce constat, nous avons dû lier à cette action de formalisation des entreprises une stratégie de substitution de nos importations. En clair, nous travaillons à réduire les importations en attirant les investisseurs dans les filières où nous importons le plus. Quelles sont ces filières ? Ce n'est un secret pour personne : les principales importations sont alimentaires. Par exemple, nous importons chaque année pour 100 millions de dollars de poulet de chair, 60 millions dollars de viande bovine et 40 millions de dollars de viande porcine, 20 millions de dollars de produits maraîchers. Le principe de l'industrialisation de ces filières en terre gabonaise doit devenir une de nos priorités.

Quels sont les secteurs émergents dans lesquels les investissements sont consentis ?

Les investisseurs étrangers s'intéressent à cinq secteurs principaux. Le bois suscite l'intérêt d'industriels qui s'installent dans la zone de Nkok pour transformer cette matière première.

Ils prêtent aussi une attention particulière à la production et au transport de l'énergie. Sur ce plan, il ne vous a pas échappé que l'heure est aux signatures de contrats visant à produire de l'énergie, qu'elle soit hydroélectrique, gazière ou solaire. Nous disposons de 700 MW et nous estimons nos besoins à 1 200 MW que nous espérons produire d'ici 2025.

Concernant le secteur minier, nos ressources en or occasionnent des visites d'investisseurs-explorateurs au même titre que pour le manganèse et le fer.

Dans le domaine de l'agro-industrie, nous recevons et discutons avec des Marocains pour le développement d'une agriculture vivrière dans la région de Franceville. Il s'agit d'y produire des patates douces, pommes de terre, pastèques, aubergines et piments sur une surface de 2 000 hectares.

Cette décentralisation aura à nouveau un impact sur le coût.



N'êtes-vous pas en train de reproduire un vieux schéma ?

Contrairement aux initiatives avortées, celles-ci visent deux objectifs relatifs à notre accompagnement des investissements : le premier consiste à ne pas concentrer les investissements dans la périphérie de Libreville pour ne pas favoriser la migration de nos compatriotes provinciaux. Nous souhaitons harmoniser les effets de croissance sur tout le territoire. La seconde, et pas des moindres, est de veiller à ce que chaque investisseur fournisse de l'énergie partout où il souhaite développer un projet. Ces acteurs, comme ceux qui se sont installés à Souba, sont approvisionnés par le barrage hydroélectrique, ils ont l'accès à la terre et aux voies d'évacuation pour répondre à leurs besoins. La proximité de la route et la soixantaine de kilomètres qui les séparent du chemin de fer sont autant d'outils indispensables à la réussite de ces cultures. Ces paramètres n'étaient pas réunis en 1976 !

Au mois d'avril, vous avez confié à notre confrère l'Union votre ambition de doter l'Agence de ressources humaines motivées et engagées dans la mise en œuvre de ses objectifs. Vous évoquiez également votre volonté de consolider les ressources structurelles et financières pour atteindre l'équilibre. Où en êtes-vous de cet engagement ?

Ce projet est programmé sur 3 ans. La première étape consistait à consolider les actions structurantes devant permettre d'atteindre les objectifs fixés. Il était d'abord nécessaire d'établir le cadre de la gestion des ressources humaines. À mon arrivée, l'équipe comptait plus de 100 personnes. Malgré cet effectif, il manquait des délégués du personnel, partenaires privilégiés de la direction générale pour un meilleur climat social, et il n'y avait pas de règlement interne structurant le vivre-ensemble au sein de l'Agence. Aujourd'hui, tous ces outils essentiels sont mis en place : les délégués ont été élus et installés, le règlement intérieur validé par l'Inspection du travail et signé par la Direction générale. Ces impératifs sont

réglés et nous nous réunissons régulièrement pour échanger et discuter au quotidien de l'amélioration de la gestion du personnel pour l'efficacité de l'Agence.

Ensuite, comme nous l'avons déjà dit, nous nous focalisons sur le sujet de la réduction de nos importations. Les activités de promotion des investissements donnent quelques résultats probants dans le secteur de l'énergie et de l'agriculture dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de substitution des importations. Revenons à l'agriculture et plus précisément au maraîchage nous pensons être autonomes d'ici 2024 en approvisionnement de produits cibles.

L'autre volet du rôle de l'ANPI consiste à accompagner et conseiller les sociétés vectrices économiques de l'État : la SEEG, la Société du patrimoine, la Société équatoriale des Mines, Gabon Oil Company, etc. Notre mission dans ce domaine est de les aider à réaliser leur plan d'affaires en mutualisant, rationalisant et optimisant l'efficacité du service public. Notre mission est de les guider à se concentrer sur leur métier pendant que nous nous chargeons d'aborder des partenaires stratégiques et financiers pour qu'ils développent leurs activités. Une année était effectivement nécessaire pour consolider ces bases essentielles et assoir structurellement l'ANPI.

Mais il y a aussi l'appui à l'entrepreneuriat. Sur ce volet de notre action, en plus de tout le soutien apporté aux PME et aux promoteurs à travers le renforcement de capacités de leurs dirigeants, nous avons signé un partenariat avec Cofina et discutons

L'État apporte un appui multiforme nécessaire à la réalisation du plan d'action inscrit dans ANPI-Prospérité 2023.

aujourd'hui avec les banques afin d'élargir le portefeuille des ressources destinées à ces PME gabonaises, pour leur accessibilité aux finances.

Enfin, concernant la formalisation des entreprises, comme nous l'avons développé précédemment, la digitalisation est opérationnelle à Libreville, mais ne l'était pas encore dans nos provinces. Nous avons amorcé un programme pilote de création d'entreprises testé dans l'Ogooué maritime et le Haut-Ogooué qui sera exploitable en cette fin d'année.

Notons également que l'État apporte un appui multiforme nécessaire à la réalisation du plan d'action inscrit dans notre plan ANPI-Prospérité 2023.

Un an après votre prise de fonction, quelle est votre analyse de la situation, quelles sont vos perspectives ?

Cette année est toujours frappée par la pandémie. Mais je la qualifie de particulière, de charnière aussi. Les marges de manœuvre sont limitées et ne nous permettent pas de déclencher tous les leviers nécessaires à la mise en œuvre de notre plan d'action ANPI-Prospérité 2023. Cependant, au cours de cette année, j'ai observé avec attention et intérêt que des femmes et des hommes au sein de l'ANPI s'investissent, se mobilisent, se motivent pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. Je note une forte adhésion et un accompagnement de la part des plus hautes autorités à l'égard de l'ANPI. Pas seulement en termes de moyens, mais aussi en termes de soutien des missions de l'ANPI. C'est pourquoi j'ai parlé d'appui multiforme.

Les perspectives de l'ANPI sont la couverture nationale des activités de formalisation en ligne par le biais du GNI et l'intensification de la mise en œuvre de la stratégie de substitution des importations dans les filières prioritaires qui aura un impact immédiat sur le panier de la ménagère, allégeant ainsi le coût de la vie pour la population gabonaise ●

INTERVIEW DE MONSIEUR ÉRIC LOUVEAU,
DIRECTEUR GÉNÉRAL AIR FRANCE POUR L'AFRIQUE CENTRALE

AIR FRANCE PRÊTE POUR LA REPRISE

Après quatre années à Moscou consacrées au développement du groupe Air France-KLM dans la région Russie-CEI, Éric Louveau a pris ses fonctions à Libreville le 1^{er} août 2021 en qualité de directeur général d'Air France-KLM pour la région Afrique centrale qui regroupe huit pays (Gabon, Cameroun, Guinée équatoriale, République démocratique du Congo, République du Congo, Tchad, République centrafricaine). Il a pour mission de réussir la reprise post covid-19 et de développer les positions commerciales du groupe Air France-KLM dans la région. À l'heure où le trafic aérien commence à repartir, il nous paraît opportun de partager avec vous son actualité.

Par la Rédaction



Échos de l'Éco : Monsieur Louveau, nous n'avons pas encore eu l'occasion de vous présenter à nos lecteurs. Vous êtes arrivés pendant la crise sanitaire et à présent, vous gérez le retour à une situation plus confortable. Quels ont été les pires problèmes rencontrés et quelles ont été les solutions adoptées ?

La crise sanitaire liée à la covid-19 a généré une crise sans précédent pour l'industrie aérienne, tant en termes de magnitude que de durée, consécutivement à la fermeture des frontières et aux restrictions de voyages mises en place depuis mars 2020. Dans le monde entier, les équipes Air France se sont mobilisées dans un premier temps pour gérer les vols spéciaux et ensuite, malgré les nombreuses difficultés et restrictions, pour assurer un minimum de vols réguliers et le meilleur service possible à nos clients. La disponibilité permanente, le professionnalisme et la mobilisation des équipes dans la région ont été essentiels pour gérer avec succès cette période de crise.

À l'échelle mondiale, le nombre de passagers est passé de 4,5 m^{ds} enregistrés en 2019 à 1,8 m^d en 2020, soit une chute de 60 %. Cela a entraîné une perte cumulée vertigineuse de 498 m^{ds} de dollars pour les compagnies, les aéroports et les prestataires de services du domaine. À l'échelle panafricaine, une baisse de 78 millions de passagers a été enregistrée au cours de cette même année, ce qui se traduit par

une perte de 14 m^{ds} de dollars. Selon l'IATA – International Air Transport Association –, il faudra attendre 2023 avant d'atteindre à nouveau les pics de performances de 2019. Où en sommes-nous aujourd'hui et selon vous, quelles sont les perspectives à court terme pour l'Afrique centrale ?

Les chiffres que vous indiquez donnent effectivement le vertige, mais illustrent bien l'impact inédit de cette crise de la covid-19 sur les compagnies aériennes internationales. Après une perte de 60 % de notre chiffre d'affaires en 2020, l'année 2021 se termine également très en dessous de nos attentes, la reprise espérée ayant été contrariée par les nouvelles vagues successives.

Aujourd'hui encore, 20 mois après le début de la crise, la situation reste fragile, compliquée et très incertaine. Avec la cinquième vague qui frappe l'Europe et l'arrivée d'un nouveau variant, certains pays renforcent les restrictions tandis que d'autres ferment leurs frontières. En Afrique centrale, grâce à la réouverture progressive des frontières et la levée des limitations de fréquences, nous sommes dans une dynamique de reprise. Nous avons pu renforcer notre offre pour la saison d'hiver, notamment avec le passage à trois fréquences hebdomadaires sur la route Libreville-Paris depuis le 30 novembre 2021, avant de passer à cinq fréquences à partir du 24 janvier 2022.

assurer la sécurité sanitaire de ses passagers ?

La sécurité sanitaire de nos clients et de nos collaborateurs a été et reste au centre de toute notre attention depuis le début de cette crise. Nous avons mis en place les mesures sanitaires les plus strictes en vol comme au sol, et continuons localement de travailler étroitement sur ces sujets avec les aéroports et les autorités. Regroupées sous le label « Air France Protect » (prix d'excellence 5 étoiles SkyTrax Covid Safety rating en 2021), nos mesures sont adaptées régulièrement aux évolutions de la situation sanitaire et incluent une flexibilité totale sur tous les billets Air France-KLM (100 % modifiables et remboursables sans frais et sans justificatif jusqu'au jour du départ, pour tout voyage jusqu'au 31 mars 2022).

Quelle est la situation dans les sept autres pays dont vous avez la charge ?

À ce stade, nous constatons dans l'ensemble des pays de notre région Afrique centrale une reprise progressive du trafic, en ligne avec notre augmentation de capacité. Les segments de trafic familiaux et affinitaires ont plutôt bien repris, mais le trafic touristique est encore malheureusement très limité en raison du maintien des restrictions de déplacement pour les voyages non essentiels. Quant à lui, le trafic à motif affaires reste encore très en dessous des niveaux d'avant crise.

Nous sommes confiants dans le potentiel de reprise des pays de la région et comptons bien continuer à y développer nos positions commerciales. L'inauguration fin novembre 2021 de notre nouvelle agence à Port-Gentil est un bel exemple de cette volonté et de notre volonté de proposer le meilleur service à nos clients.

Monsieur Louveau, vous avez plus de trente années d'expérience dans le domaine du transport aérien. Après quelques mois en terre gabonaise, quelles sont vos observations, voire vos interrogations ?

Après seulement quatre mois en terre gabonaise et sans expérience précédente en Afrique, j'ai évidemment encore beaucoup à découvrir et comprendre sur l'Afrique et sur le Gabon en particulier.

Je me suis senti particulièrement bien accueilli, avec une intégration simple tant sur le plan professionnel que personnel. L'expression « Bonne arrivée » est une vraie réalité ici au Gabon !

J'ai pu également rapidement apprécier la qualité et le professionnalisme de mes équipes et l'attachement fort des Gabonais à la marque et au service Air France. Je suis confiant dans notre capacité à réussir ensemble cette reprise tant attendue.



LES JOURNÉES DURABLES



12 NOVEMBRE 2021
Hôtel Radisson Blu*
Libreville

* Uniquement sur invitation

POUR UNE ENTREPRISE RESPONSABLE ET DURABLE

S'engager pleinement pour une RSE et contribuer aux enjeux du développement durable

www.fondation-bgfibank.com

f @fondationbgfi

À LA DÉCOUVERTE DU GABON PROFOND

À la veille des fêtes de fin d'année, *Les Échos de l'Éco* vous informent de l'ouverture de lodges dans lesquels il fait bon s'imaginer vivre quelques jours.

Par la Rédaction

Le rapport avec l'économie n'est pas loin. Ces établissements sont gérés par Luxury Green Resorts. Cette filiale du Fonds gabonais d'investissements stratégiques (FGIS) est un opérateur à part entière qui a pour mission de dynamiser la filière touristique gabonaise et de valoriser le patrimoine naturel gabonais. Sa mission consiste à investir dans des projets d'hébergements touristiques de qualité et à haute valeur ajoutée. Il collabore avec des partenaires reconnus pour leur track record dans le secteur du tourisme durable, avec les autorités locales, les opérateurs techniques, la société civile, et intègre les communautés.

L'engagement sans faille de Luxury Green Resorts pour la préservation du patrimoine en fait un investisseur responsable. Il va de soi que ces réalisations nécessitent de dispenser aux Gabonais des formations aux normes internationales, ce qui crée de l'emploi bénéfique à la vie des populations.

PARTONS À LA RENCONTRE DE MÈRE NATURE

•• Pongara

Situé au cœur du parc national de Pongara, à seulement 45 minutes de Libreville, Pongara Lodge offre un arrangement plus traditionnel de Nature Lodge.

Avec une forêt côtière typique, une grande variété de mammifères et d'oiseaux, Pongara est un point de départ idéal pour vivre une expérience naturelle de classe mondiale et prendre le temps de se détendre après un long et aventureux safari au Gabon.

C'est toutefois l'arrivée d'un grand nombre de tortues luths en période de nidification qui fait de Pongara un joyau absolu dans nos circuits touristiques. Pendant les mois de novembre à mars, l'ensemble du littoral de Pongara accueille l'un des plus grands rassemblements au monde de tortues luth en phase de reproduction.

En période estivale, il n'est pas rare d'observer des baleines à bosse venues accoucher dans les eaux non loin de l'estuaire.

•• Loango

Le parc national de Loango est sans doute le parc national le plus diversifié du Gabon, avec pas moins de cinq écosystèmes différents. Luxury Green Resorts gère la structure Loango camps, qui est composée de Louri Wilderness camp, Akaka Forest camp et Ndola Luxury Tented camp. Ces camps se trouvent tous au cœur du parc national de Loango. Louri Wilderness camp et Akaka Forest camp sont des camps de tentes à faible impact écologique et de grande qualité. Les deux camps actuels permettent à Luxury Green Resorts de fournir un mini-circuit dans le parc et de s'assurer que les visiteurs peuvent en apprécier les différents écosystèmes. Ndola Luxury Tented camp devrait être opérationnel à la mi-décembre 2021.

Allez donc à la découverte de la nouvelle atmosphère de ces hébergements, pour un séjour au cœur de la richesse naturelle du Gabon. Plusieurs activités vous seront proposées, telles que des randonnées pédestres, partir à la rencontre des gorilles, faire des safaris sur la rivière, pratiquer de la pêche sportive et bien d'autres ●



●●● Pongara Lodge / Crédit Photo : MB Films



●●● Pongara Lodge / Crédit Photo : MB Films



●●● Pongara Lodge / Crédit Photo : MB Films



●●● Loango Camps / Crédit Photo : Luxury Green Resorts



●●● Loango Camps / Crédit Photo : Luxury Green Resorts



●●● Loango Camps / Crédit Photo : Luxury Green Resorts

APRÈS L'OR NOIR, L'OR VERT ET L'OR BLEU DÉMONTRENT LEUR POTENTIEL ÉCONOMIQUE

Alors que le pavillon Gabon se distingue actuellement à l'exposition universelle de Dubaï, en interne, l'Agatour – Agence gabonaise du tourisme – travaille sur son plan de développement à échéance 2025. Nous avons obtenu les bases chiffrées sur lesquelles les différents responsables étudient l'essor de ce marché qui entre dans le cadre du Plan d'accélération de la transformation élaboré par le Gouvernement et correspond à la volonté de l'État de diversifier l'économie. Le Gabon affiche son ambition de devenir la première destination touristique mondiale liée au tourisme durable et le carrefour de l'Afrique centrale en matière de tourisme d'affaires d'événementiel.

Par la Rédaction

En 2012, la barre du milliard de touristes dans le monde a été franchie. Selon l'OMT (Organisation mondiale du tourisme), 2018 a connu une augmentation de 5 % de touristes dans le monde, ce qui représente 1,4 m^d de visiteurs internationaux qui ont séjourné au moins une nuit sur place avant la pandémie de covid-19. Pour l'Afrique, le nombre de touristes a augmenté de 7 % en 2018 par rapport à 2017 et représentait 67 millions de visiteurs. Le WTTC (Conseil mondial du voyage et du tourisme) a



estimé qu'en 2016, le secteur touristique représentait près de 9 % des emplois directs et indirects à l'échelle mondiale, soit 1 emploi sur 11 (258 millions), 9,1 % du PIB mondial (6 m^{ds} d'USD) et 4,5 % des investissements mondiaux (+ de 650 millions d'USD). Ces prévisions portent sur la création de près de 4 millions d'emplois (dont 40 % directs) en Afrique subsaharienne dans les 10 prochaines années.

Le tourisme est un puissant vecteur de développement économique, ne serait-ce que par sa capacité à créer de l'emploi, avec de surcroît la particularité, comparé à d'autres secteurs, d'être un moteur et un stimulateur de croissance multisectorielle : dans le bâtiment et les travaux publics, notamment pour la réalisation ou le réaménagement des infrastructures de transport (air, mer, terrestre : routes et voies ferrées), la construction d'infrastructures d'hébergement, dans l'augmentation de la consommation, notamment dans les banques, les assurances, les télécommunications, l'hébergement, la restauration, les commerces, les transports ou encore les activités sportives, ludiques et culturelles.

Bien que notre continent ne représente aujourd'hui qu'à peine 5 % du nombre total de touristes de la planète, le secteur du tourisme y génère d'ores et déjà 7,7 millions d'emplois et cumule 38 m^{ds} de dollars de recettes.

Avant la pandémie de covid-19, l'OMT fixait ses prévisions à 134 millions de touristes pour l'Afrique en 2030, soit plus du double du nombre actuel, et cela en moins de 12 ans.

Au Gabon, le nombre estimé de visiteurs avant la pandémie de covid-19 oscillait entre 90 000 et 130 000 par an depuis 2012, avec un tourisme majoritairement composé de voyageurs d'affaires individuels, le tourisme de loisirs restant embryonnaire. En dépit de ses multiples atouts considérables, on constate que le Gabon peine à démarrer son développement touristique. L'écotourisme, le tourisme d'affaires et événementiel sont des segments complémentaires. L'écotourisme répond aux nouvelles tendances de consommation des voyageurs à haute contribution, fondées sur une forme de tourisme plus « intelligent », plus responsable et plus sécurisé, à l'opposé du tourisme de masse. Ce choix revient à préserver l'environnement ainsi que les espèces animales et végétales. Il concerne une niche de clients privilégiant la qualité et défendant des valeurs écologiques au pur sens du terme. In fine, il s'agit d'abord et avant tout de faire découvrir les richesses et les atouts naturels dont regorge le Gabon tout en l'ouvrant au monde extérieur. Ce projet de l'écotourisme présenté lors du dernier forum de la COP 26 peut être qualifié de haut de gamme et d'élite. Cette notion, cette approche, sont l'amorce d'un projet d'envergure correspondant à une vision globale à long terme. Il convient d'y adjoindre les modalités de réalisation selon un calendrier d'étapes fixées sur le moyen terme et d'envisager toutes les actions possibles susceptibles d'être immédiatement engagées (court terme) ●

C I D T
CARBONIÉ INTERNATIONAL DÉMÉNAGEMENT TRANSIT

**DÉMÉNAGEUR INTERNATIONAL
DEPUIS 1986**

- TERRESTRE
- MARITIME
- AÉRIEN

DÉMÉNAGEMENT - TRANSPORT - TRANSIT - ENTREPOSAGE

Mail : contact@cidt-gabon.com

Tel : 077 08 00 00

Web : cidt-gabon.com

LA GSEZ SE DUPLIQUE À IKOLO

LA ZONE ÉCONOMIQUE D'IKOLO S'INSCRIT DANS LA CONTINUITÉ DU SUCCÈS DE LA GSEZ DE NKOK

Sacrée meilleure zone industrielle du monde par le classement FDI du Financial Times, la GSEZ de Nkok se positionne comme premier exportateur africain de feuilles de placage. Autant de performances qui ont propulsé le pays sur la scène internationale grâce à la création d'une industrie locale de transformation du bois.

Par AMJ

Les travaux de construction de la GSEZ d'Ikolo édifiée près de Lambaréné ont débuté au début du mois de juillet 2021 sur une superficie de 840 hectares, dont 522 sont protégés et 318 exploités. Selon les prévisions, d'ici 2022, cette zone industrielle comptera 5 à 6 entreprises opérant dans la filière bois et spécialisées dans la deuxième et la troisième transformation. D'ici 2023, les prévisions s'appuient sur la création de 1 500 à 2 000 emplois et sur l'exportation de 300 conteneurs par mois de bois transformé. Génératrice de valeur ajoutée pour le Gabon, cette zone, a accueilli son premier investisseur à la faveur d'un accord signé au siège d'Olam

Gabon entre l'État gabonais et le groupe indien Greenply Middle East, actionnaire majoritaire de Greenply Gabon.

L'usine prévoit d'utiliser environ 6 000 à 8 000 mètres cubes de grumes d'okoumé chaque mois pour la production des feuilles de placage destinées à l'exportation vers l'Europe et d'autres marchés. Dans ses prévisions, la société Greenply table également sur 150 à 200 emplois d'ici la fin de l'année, et 300 à 400 d'ici fin 2022. Une autre usine, Acewood, est en cours de construction. Elle devrait être opérationnelle très prochainement.

Cette nouvelle zone industrielle fournit les leviers

nécessaires à la diversification et la transformation de l'économie du pays.

L'attractivité de la ZES de Nkok s'explique par les incitations fiscales mises en place pour attirer de nouveaux investisseurs. Exonérations d'impôt sur les dividendes, sur la propriété foncière, exonération de l'impôt sur les sociétés pendant 10 ans (10 % d'IS à partir de la 11^e année) et de la TVA pendant 25 ans, les entreprises implantées à Nkok peuvent par ailleurs rapatrier leurs fonds à 100 % et bénéficient de facilités en matière de recrutement de main-d'œuvre étrangère. Elles sont exonérées de taxe douanière sur l'importation d'équipements, de machines



et de pièces de rechange. L'accès à la propriété étrangère leur est ouvert à 100 %. Enfin, la ZES s'est dotée d'un guichet unique composé de 23 administrations opérationnelles (Direction générale des impôts, des douanes, de l'environnement, ministère des Affaires étrangères, Agence nationale de promotion des investissements,

Trésor public, Inspection du travail, etc.) pour accompagner les nouveaux arrivants.

Les conditions seront-elles identiques ? Sont-elles appelées à être réétudiées ? C'est une des recommandations du FMI qui observe un manque à gagner privant l'État d'importantes recettes fiscales ●

BETTER WAYS

MAKING SUPPLY CHAINS MORE SUSTAINABLE EVERY DAY

CMA CGM

INTERVIEW DE M. JULES FARLANE PIEBY
DIRECTEUR CENTRAL OPÉRATIONNEL SUNU ASSURANCES VIE GABON

S'ASSURER EST UNE NÉCESSITÉ

Le groupe Sunu a été créé en 1998 par son PDG, Monsieur Pathé Dione, avec d'anciens collaborateurs d'Axa UAP. Le groupe Sunu est présent dans plus de 15 pays d'Afrique subsaharienne, avec près d'une trentaine de sociétés d'assurance et autres sociétés affiliées. Avec un chiffre d'affaires de plus de 200 milliards de F CFA, il se positionne comme leader de l'assurance vie dans la zone Cima. Sachant que le taux de pénétration de l'assurance dans cette zone n'excède pas 1 %, la marge de progression est exponentielle. Sunu Assurances Vie Gabon a hérité de l'actif et du passif d'Axa Vie Gabon. À ce titre, la compagnie bénéficie d'une expérience de plus de trente ans. Depuis lors, l'assurance vie peine toutefois à se développer sur le marché gabonais.

Par la Rédaction

Échos de l'Éco : Monsieur Jules Farlane Pieby, comment se justifie ce peu d'adhésion ?

Au Gabon, le marché de l'assurance pèse environ 100 mds de chiffre d'affaires répartis en deux : 80 % IARD* et 20 % Vie. Pour comparer, je citerai la Côte d'Ivoire qui affiche un chiffre d'affaires de quasiment 50/50 entre la vie et l'IARD. La première explication de cette désaffection au Gabon est vraisemblablement d'ordre culturel. Cependant, nous observons une transition, un changement d'attitude, et notons que la génération des années 80/90 est plus encline à souscrire une assurance vie.

Contracter une assurance vie consiste à se projeter à 15, 20, voire 30 ans. Au Gabon, les populations n'ont pas toujours eu le réflexe de se projeter à long terme. Par

exemple, prévoir notre décès, qui est inéluctable, est culturellement tabou. Aujourd'hui, nous nous engageons à vulgariser et à proposer à nos concitoyens des solutions sur les thématiques à long terme que sont la retraite, le décès et l'éducation des enfants.

De quelle année date l'installation de Sunu Assurances Vie au Gabon ? Depuis votre arrivée, quels ont été les faits marquants ?

La marque Sunu existe au Gabon depuis 2016, mais notre compagnie existe depuis une trentaine d'années et s'appelait UAG Vie Gabon. Jusqu'en 2015, notre démarche commerciale était axée sur le corporate, les entreprises. C'est ainsi que dans nos livres, 80 % de notre chiffre d'affaires était porté par le corporate, et seulement 20 % par le particu-

lier. À partir de ce constat, nous avons mis en place une force de vente composée d'une centaine de commerciaux qui prospectent dans le pays. Depuis, nous avons défini et exécuté un plan stratégique et commercial qui inverse la tendance. Aujourd'hui, c'est-à-dire en cinq ans, nous sommes passés de 20 % à 46 % de notre chiffre d'affaires sur le particulier, ce qui prouve le bien-fondé d'une communication institutionnelle et informative. Nous avons donc plus que doublé le nombre de nos clients particuliers en cinq ans et continuons de contribuer de manière significative à la pénétration de l'assurance vie au sein de nos populations.

Vous venez de lancer le produit Assur'Éducation. En quoi consiste-t-il ?

Jusqu'à récemment, les frais de scolarité, les études supérieures, les bourses, les frais d'hébergement, les transports, etc. étaient très largement supportés par l'État gabonais. J'ai moi-même bénéficié d'une bourse d'études pendant toutes mes années universitaires. Depuis les années 2010, le contexte économique et financier ne permet plus à l'État de supporter intégralement toutes ces charges. Les parents font face à ce nouveau paradigme et avec la solution Assur'Éducation, nous leur proposons de garantir les frais inhérents aux études de leurs enfants. Cette garantie est constituée par la capitalisation de cotisations versées à la compagnie.

Enfinement, s'agit-il d'une épargne ? Les banques monnaient les économies de leurs clients. Est-ce votre cas ?

Chez nous, l'épargne est placée et rapporte au minimum 3,5 %/an auxquels s'ajoute une participation aux bénéfices. Au-delà du volet épargne et capitalisation, la solution Assur'Éducation intègre une garantie en cas de décès du parent souscripteur. La garantie en cas de décès permet de sécuriser le projet de financement des études même en cas de décès anticipé du parent souscripteur.

Qu'est ce qui démarque cette assurance des produits existants sur le marché et, de manière générale, qu'est-ce



●● Jules Farlane Pieby

qui différencie Sunu Vie de ses concurrents ?

C'est très simple. Assur'Éducation intègre une garantie en cas de décès du parent de sorte que, quoi qu'il advienne, le financement des études des enfants est garanti et promis par nos services.

Par ailleurs, la covid-19 s'est imposée et nous avons accéléré notre programme de digitalisation groupe nommé Digitass. Une phase pilote est en cours en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Le programme sera déployé dans l'ensemble des pays dès 2022. Il s'agit de digitaliser l'ensemble de nos chaînes de valeur et de déployer des outils qui permettent à nos clients de devenir autonomes, de la souscription à la prestation ●

* incendies, accidents et risques divers.

SUNU Assurances
a le bon profil pour garantir les études de vos enfants



* le montant des cotisations indiquées est hors taxe.



ASSUR'ÉDUCATION

Anticipez le financement des études de vos enfants



Tél. : (+ 241) 11 74 34 34



www.sunu-group.com



MEMBRE DE STAR ALLIANCE 

**IL EST TEMPS DE
SE RETROUVER**
BONNE ANNÉE



TURKISH AIRLINES

INTERVIEW DE MONSIEUR LOÏC KAPITHO,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE TOUCH INNOVATIVE ET DE POZI

LE TRACKING, UN MARCHÉ EN PLEINE EXPANSION

Loïc Lylian Kapitho, gabonais, 36 ans, marié, un enfant, est le fondateur de l'agence Touch Innovative spécialisée dans la communication et le développement de solutions digitales. Il est aussi à l'origine de Pozi, une application de tracking et de gestion de flotte. Loïc Kapitho est un entrepreneur engagé et afro-optimiste. Sa curiosité et sa capacité d'adaptation font de lui un chef d'entreprise qui contribue à l'enrichissement de l'environnement des affaires gabonaises. À contre-courant de son orientation académique – un Master 1 en finance et comptabilité et un Bachelor en administration des entreprises –, il commence sa vie professionnelle en 2009 autour de ses passions, la communication et le digital. Depuis, les plus grands lui ont témoigné leur confiance : Eramet, Shell Gabon, Total, Vivo Energy, la Banque mondiale, etc. Le premier anniversaire de Pozi est l'occasion de lui demander son avis sur un marché du tracking en pleine expansion.

Par la Rédaction

Échos de l'Éco : Monsieur Kapitho, vous avez lancé Pozi il y a quelques mois. Qu'est-ce qui vous a motivé pour que vous vous investissiez à ce point dans cette filière ?

L'aventure Pozi a réellement commencé en 2019 quand, après plusieurs années de collaboration sur des projets digitaux ponctuels, Thomas – mon associé – et moi avons décidé de faire quelque chose de plus durable. Dans nos spécialités respectives, nous avons toujours partagé la même exigence de qualité pour nos clients et la même passion pour le développement dans le domaine du digital. L'évidence s'est imposée à nous de valoriser notre complémentarité à travers l'entreprise Pozi, une startup technologique gabonaise qui met l'intelligence en mouvement.

Nous avons également fait le constat qu'il n'y avait au Gabon aucun éditeur de solution de tracking, c'est-à-dire aucune entreprise qui soit propriétaire de sa technologie. Nous avons fait le pari de choisir ce modèle, créateur de valeur et générateur d'emplois. Avec notre processus adapté, issu de notre expérience, nous sommes convaincus de répondre aux besoins et à l'exigence de nos clients parce qu'il tient compte des spécificités de nos marchés africains.

Globalement, le marché du logiciel de tracking et de gestion de flotte est en constante croissance depuis près de 30 ans et s'est accéléré avec la crise liée à la pandémie de covid-19. En 2020, il a généré plus de 16 mds de dollars de revenus au plan mondial,

rien que pour le suivi des véhicules lourds et légers. Au milieu de ces gros chiffres, l'Afrique francophone représente un potentiel suffisamment important pour qu'une startup avec une proposition de valeur innovante comme la nôtre puisse conquérir des parts de marché.

Qu'est-ce qui vous distingue de la concurrence ?

Quand un particulier ou une entreprise décide d'installer une solution de tracking, il souhaite contrôler trois types d'informations : l'activité des véhicules, la consommation de carburant et le comportement des conducteurs. Comme l'ensemble des acteurs du marché, Pozi donne accès à ces informations depuis un ordinateur ou un téléphone. En revanche, nous avons pris le parti d'ajouter à notre proposition de valeur une dimension analytique et une expérience utilisateur innovante pour faire de Pozi un véritable assistant au service de la productivité de nos utilisateurs.

Pour ce faire, notre application présente trois spécificités. Tout d'abord, nous proposons la cartographie la plus précise et la plus locale du marché. Ensuite, nous proposons une expérience utilisateur moderne et innovante avec, par exemple, la possibilité de disposer en temps réel de notifications contextualisées des incidents sur son smartphone et de recevoir des rapports analytiques générés automatiquement. Notre interface est très « user friendly », accessible, et tient compte de la mobilité croissante des utilisateurs. Enfin, nous proposons le meilleur rapport fonction-

nalités/prix du marché, avec les coûts d'entrée les plus bas pour tous nos forfaits. Autre avantage non négligeable en matière de protection des données personnelles, Pozi dispose d'une autorisation de traitement de la Commission nationale pour la protection des données à caractère personnel (CNPDCP). Nous répondons donc à toutes exigences des standards européens en matière de RGPD (règlement général de protection des données, ndlr).

Quelle est votre clientèle ?

Nos clients payants sont majoritairement des entreprises de secteurs variés ou des professionnels du transport de biens ou de personnes. Environ 15 % d'entre eux sont des particuliers. Une grande partie de nos utilisateurs particuliers utilisent également notre forfait Bright qui donne accès gratuitement aux rappels administratifs. Ils peuvent ainsi être notifiés de l'expiration de leur assurance ou des prochaines échéances de leur vidange.

Aujourd'hui, avec une année de recul, quelle est votre analyse ?

En tant que nouvel entrant sur le marché, notre principal défi était de nous positionner comme un acteur crédible sur le marché en proposant à nos clients un service fiable et une expérience utilisateur innovante. À ce stade, sur un marché qui croît à hauteur de 1 200 véhicules par an, nos indicateurs de performance sont encourageants, avec plus de 5 000 téléchargements sur Android et iOS, plus de 300 véhicules actifs à Libreville et Port-Gentil, 75 comptes clients réguliers et une notation moyenne de 4,4/5.

Par ailleurs, le contexte de la covid-19 nous impose de mener une stratégie de développement innovante. À travers la signature de partenariats stratégiques avec des organismes de crédit, des concessionnaires automobiles et prochainement des assureurs, nous pensons qu'il y a encore beaucoup à faire pour satisfaire les propriétaires de véhicules au Gabon et consolider les fondamentaux de notre marque.

Quelles sont vos perspectives ?

En fondant Pozi, nous avons formulé l'ambition d'être l'application de tracking la plus appréciée au Gabon et en Afrique d'ici 2030. Notre stratégie d'entreprise consacre ainsi nos premières années à la consolidation de nos fondamentaux et à la préparation de notre internationalisation qui, je l'espère, interviendra d'ici 2024.



Loïc Kapitho, directeur général de Touch Innovative et de Pozi

En effet, selon la plupart des études, le marché du tracking poursuivra une dynamique de croissance soutenue dans les 10 prochaines années, et plus particulièrement en Afrique (hors Maghreb et Afrique du Sud), où les grands projets d'infrastructures et le développement du marché automobile vont porter durablement l'activité. La qualité de nos infrastructures numériques en constante amélioration nous permettra de fournir à nos clients

un meilleur suivi de leurs véhicules jusqu'à l'intérieur du pays, dans des zones difficiles à couvrir. Forts de ces constats, nous sommes optimistes quant à notre capacité à conquérir des parts de marché en nous déployant sur les grands hubs d'activités industrielles à Port-Gentil et Moanda, en poursuivant le développement de nouvelles fonctionnalités de niches. Ce sont, entre autres, nos priorités pour l'année à venir •

POZI

i | 📱 | 🚗 | 🏠 | 📍 | 📞



SCANNEZ-NOUS

Connectez,
Contrôlez, Trackez
vos véhicules!

à partir de
25 000Fcfa

POZI est disponible sous forme d'abonnement mensuel à partir de 25 000Fcfa par véhicule. Frais d'installation 15 000Fcfa par véhicule.



Disponibles sur l'App Store



Disponibles sur Google Play



@POZIapp
077.27.34.73

www.pozi.app

Les Échos de l'Eco

echosdeleco.com

Votre Mensuel



Différentes versions et canaux de lecture à votre disposition



QUI SOMMES-NOUS ?

PRÉSENTATION



Les Échos de l'Éco est un journal mensuel créé en 2021 par une professionnelle du journalisme économique. Elle exerce dans ce domaine depuis 25 ans donc 5 au Gabon. Ce support se veut être un vecteur de communication et d'information très plurielles. Imprimé à 10.000 exemplaires, en quadri, son format tabloïd est novateur, moderne et dynamique.

Parce que le papier se lit mais ne se vend plus. Le modèle économique de ce support est identique aux éditions numériques. Informations gratuites, espaces publicitaires payants. Aucun article n'est monnayable et aucun per diem n'est accepté. Les articles sont libres de droit, exploitables dans l'état par les professionnels de la presse internationale. Les Échos de l'Éco est diffusé en parallèle sous ces deux formats : tabloïd et digital.

POURQUOI EST-IL GRATUIT ?



SON CONTENU RÉDACTIONNEL



Sa ligne éditoriale est objective, basée sur l'altruisme, profondément respectueuse de la déontologie et de l'éthique du métier. Apolitique, principalement économiques, les rubriques sont adaptées aux sujets d'actualité. 80% des informations concernent le monde des affaires du Gabon. D'autres échos résonnent : ceux de l'économie, de la diplomatie, de l'éducation, de l'histoire, du numérique..., des portraits atypiques sont brossés

Ce journal est distribué par nos services à l'ensemble des acteurs économiques du Gabon : banques, assurances, pharmacies, hôtels, restaurants, les magasins de la grande distribution, les ONG, les ambassades, les bibliothèques, les grandes écoles, l'armée, les associations, les institutions (Unesco, OMS, FAO, ONU ...) les aéroports ...

Individuellement aux ministres, aux sénateurs, aux députés et dans tous les services administratifs. La diffusion numérique est très dynamique et repose sur une banque de données d'adhérents composée de + de 10.200 adresses mails et contacts whatsapp. Les réseaux sociaux sont tentaculaires et convergents : Tweeter, LinkedIn et Facebook.

LA CIBLE DE LA DIFFUSION



AUTRES ACTIVITÉS

ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS



Prise en charge la conception, les préparatifs et l'organisation matérielle et logistique d'événements (forums, séminaires, inaugurations, ...) dans le cadre de prestations de service à des particuliers ou des professionnels.

RÉALISATION ET ANIMATION DE WEBINAIRE

Ces réunions collectives directes via internet facilitent le travail collaboratif entre différents interlocuteurs. Ce moyen interactif est aujourd'hui un processus d'organisation de réunion qui permet un gain de temps et qui limite les coûts de déplacements.



RÉDACTION DE RAPPORTS ANNUELS

Rapport des activités et des performances financières de l'entreprise destiné aux actionnaires et autres personnes intéressées.



RÉALISATION AUDIOVISUELLE

La production audiovisuelle, la conception, la réalisation, le tournage d'un clip vidéo, d'une publicité, d'un reportage, d'un webinaire... avec les moyens techniques appropriés : caméras, drones...



CRÉATION GRAPHIQUE

Conception de supports combinant images et textes, à destination d'un affichage sur écran et/ou pour impression : la conception d'un logotype, d'une affiche, d'un flyer, d'un site Internet ou encore d'une bannière publicitaire...



+241 (0) 62 18 77 18



echosdeleco@gmail.com



144 - Floria 2 - Libreville Gabon

LA TRIBUNE DE VANESSA

LE RÔLE DES GRANDES ENTREPRISES DANS LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE GABONAISE

À l'heure où nous parlons de diversification de l'économie gabonaise, condition *sine qua non* au développement durable de notre pays, il paraît indispensable d'y associer la construction d'un secteur privé formel solide. En parallèle, de plus en plus d'entreprises, notamment les multinationales présentes sur le territoire, s'engagent aujourd'hui dans une démarche de développement durable à travers leurs politiques de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Ces politiques permettent aux sociétés d'agir en dehors de leurs activités principales pour impacter positivement l'environnement social, environnemental et économique dans lequel elles exercent.

Par Vanessa Adande



Au Gabon, jusque dans les années 90, l'État et le secteur pétrolier étaient les principaux pourvoyeurs d'emploi dans le pays. Depuis, le taux de chômage est passé de 20 % en 1997 à 28 % en 2020 (CIA World Factbook). Les raisons de cette dégradation de l'accès à l'emploi incluent le ralentissement du recrutement dans le secteur public, les crises successives dans le secteur pétrolier ainsi que dans les autres secteurs pourvoyeurs comme le BTP, le secteur du

Pendant de nombreuses années, la démarche RSE des majors a été dirigée vers la construction d'infrastructures et la préservation de l'environnement.

bois et même les industries. Nous faisons face à une crise de l'emploi sans précédent.

La transformation économique nécessaire au développement durable de notre pays nécessite la création et le développement d'un tissu fort d'entreprises formelles locales. Il s'agira de champions nationaux, mais également d'un ensemble de petites et moyennes entreprises à même de générer une richesse durable pour le pays. C'est en cela que la RSE prend tout son sens. Le développement d'un tissu de PME sur le plan national bénéficie à l'ensemble de l'économie formelle. D'une part, l'État augmente son assiette fiscale, et donc ses recettes. D'autre part, les grandes entreprises disposent non seulement d'un maillage renforcé et diversifié de sous-traitants à l'échelle locale, mais allègent également la charge fiscale et l'obligation d'emploi qui pèsent sur elles. Les emplois ainsi générés permettent d'apaiser le climat social et de produire une croissance inclusive, notamment pour les jeunes, cette jeunesse qui représente 60 % de la population et dont 30 % sont au chômage aujourd'hui.

Cette croissance inclusive est bénéfique pour tous. Il est donc juste qu'elle soit synonyme d'efforts collectifs, le collectif étant ici représenté par l'ensemble de nos efforts individuels. Nous pouvons parler du rôle de l'État dans l'amélioration de l'environnement des affaires : facilitation de la création d'entreprises ; mise en œuvre d'un système fiscal adapté qui permette à ces entreprises de se développer durablement ; accès équitable à la commande publique ; et pour finir, disponibilité d'une offre diversifiée de financements pour les entreprises. En tant que génératrices d'une part importante du PIB national, les grandes entreprises portent elles aussi une grande part de responsabilité dans cette démarche. C'est le moment idéal de prendre conscience du rôle qu'elles ont à jouer face à l'urgence économique et sociale que représentent le chômage et la baisse du pouvoir d'achat.

Pendant de nombreuses années, la démarche RSE des majors a été dirigée vers la construction d'infrastructures et la préservation de l'environnement. La nécessité du moment requiert que nous redirigions ces efforts vers l'humain, pour l'aider à s'engager lui-même dans le développement durable de la société. Chaque entreprise de ce pays qui concourt à la création et au développement d'un réseau solide d'entreprises autour d'elle contribue à cette croissance inclusive et durable. Et ce, par la création d'une manne d'emplois dans de nouveaux secteurs qui créeront la richesse d'une économie formelle.

Une PME qui fournit des produits et services à une grande entreprise, c'est l'opportunité pour cette PME de développer ses compétences et sa gouvernance.

La réussite d'une telle démarche va demander davantage que des actions isolées de part et d'autre. Les grands maux nécessitent la mobilisation de grands moyens. Le pouvoir, l'influence et la capacité à se mobiliser des grandes entreprises n'est plus à démontrer. La réponse du secteur privé à la crise sanitaire nous en donne un aperçu. Une PME qui fournit des produits et services à une grande entreprise, c'est l'opportunité pour cette PME de développer ses compétences et sa gouvernance ; c'est l'accès à un marché souvent significatif ; enfin, c'est également un meilleur accès au financement, que ce soit par des conditions de règlement adaptées ou des facilités bancaires. Les PME représentent déjà 80 % des emplois en nombre dans notre pays. Nous ne pouvons qu'imaginer l'impact de l'engagement de tels efforts en vue de cette diversification que nous attendons tous.

La conjonction de nos responsabilités sociales individuelles pour renforcer notre responsabilité collective au service du développement durable de la société : n'est pas cela, le principe même de la mise en œuvre d'une stratégie de RSE efficace ?

Vanessa Adande

Expert-comptable, spécialiste de la gestion financière et de l'accompagnement des PME – Associée-gérante du cabinet Ellipsis



vous propose

- Des appartements • Des villas
- Des biens prestigieux • Des terrains
- Des locaux commerciaux

VENTES DU MOIS



Maison 4 chambres
Quartier CHARBONNAGES
Surface habitable : 170 m²
Surface du terrain : 912 m²
Prix de vente : 180 115 000 FCFA



Maison 4 chambres
Quartier ALIBANDENGUE
Surface habitable : 330 m²
Surface du terrain : 4300 m²
Prix de vente : 476 775 000 FCFA



Maison coloniale
Quartier CENTRE VILLE
Emplacement exceptionnel !
Surface habitable : 391 m²
Surface du terrain : 591 m²
Prix de vente : 487 370 000 FCFA

Retrouvez-nous sur notre site internet
www.agencesn1.com

agencesnumero1 Agences n1

MONTAGNE SAINTE
Téléphone :
011 74 51 51 / 077 64 51 51



TOYOTA GABON

LE ROI DE LA ROUTE LAND CRUISER 300



Rackham |

PHOTOS NON CONTRACTUELLES. DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES ET SELON TARIFS EN VIGUEUR.

GARANTIE
TOYOTA
3^{*}
ANS
OU 100 000 KM

SIÈGE SOCIAL ZI OLOUMI - Libreville - Gabon
Société Anonyme au capital de 3 027 000 000 Fcfa - RCCM : 2000 B 00167
B.P.31 - LIBREVILLE - Tél : (241) 11 79 26 85 / 77 15 16 13 / 66 22 05 69
email : toyota.gabon@groupe-sogafric.com - www.toyota-gabon.com



NOUS CONSTRUISONS L'AVENIR.

**Je suis
un consom'Acteur.
Je respecte ma limite
de consommation.**

#jèmenengage

Mon pouvoir, c'est ma décision



Sobraga

Les Brasseries du Gabon

